

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 296

LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

22 sept. au 5 oct. 1979

## De la défense à l'attaque contre le capital

L'année dernière nous avons commenté la « rentrée de septembre » par un article (De nouvelles réformes pour supprimer les anciennes) où nous rappelions que le marxisme ne nie absolument pas qu'en certaines circonstances le capitalisme puisse accorder un salaire supérieur au minimum ou introduire des réformes susceptibles de rendre moins intolérables les conditions de vie et de travail de ses esclaves salariés. Ce que le marxisme nie, c'est, d'abord, que le rapport de dépendance et d'exploitation auquel ils sont soumis en soit modifié et, en second lieu, que les améliorations économiques et les

réformes sociales ne soient pas périodiquement bouleversées par les crises que l'économie capitaliste connaît nécessairement, en les annulant dans une perspective non contingente. Et nous montrions comment la récession mondiale, confirmant notre théorie de façon éclatante, détruisait l'une après l'autre les « garanties », les « automatismes », les « assurances » dont l'époque du boom d'après-guerre avait entouré la classe ouvrière en donnant aux prolétaires ce qui apparaît aujourd'hui comme une fausse impression de stabilité dans le cadre d'un mode de production instable par excellence.

La suppression de toute une série de « garanties » s'est passée de façon relativement indolore, tant parce qu'on s'est chargé de l'échelonnement dans le temps, que parce que les syndicats, devenus les dieux tutélaires de l'économie nationale, se sont donné beaucoup de mal pour que, d'une part, cette thérapie ne donne pas lieu à de graves formes d'« affrontement » et, d'autre part, que le patient n'y réagisse pas par des mouvements désordonnés et incontrôlables. Un certain ralentissement du taux d'inflation et l'idée que le poste de travail, bien que menacé, n'est pas, dans l'ensemble, si mal assuré, ont contribué dans un premier temps à jeter un pont fragile sur un bras de mer toujours en tempête.

Les derniers mois ont brutalement changé les traits essentiels de la situation. L'inflation a recommencé à galoper ; les prix augmentent à un rythme vertigineux, qui n'épargne pas même les « colosses » de l'économie mondiale ; l'augmentation du coût de la vie s'abat sur un salaire qui est toujours moins protégé par des mécanismes amortisseurs, tandis que le nombre de ceux qui en touchent encore un diminue, et que la course à la diminution des dépenses publiques et d'entreprise, qui ne va pas ralentir, jette et jettera encore plus sur le pavé de nouveaux bataillons de l'armée industrielle active. Prise entre un patronat logiquement soucieux de « politiques économiques plus sévères » et des partis et des

syndicats « ouvriers » acceptant dans les faits l'austérité quand ils ne la prêchent  
(Suite page 2.)

### DANS CE NUMERO

- Préparation de la Réunion générale du Parti
- Dans les cinq continents : la crise à l'Est, les réfugiés, Sahara
- La IV<sup>e</sup> Internationale et le sandinisme
- Luites économiques et syndicales, immigration

### « Rentrée syndicale »

## Négociations-bidon sur toute la ligne

Les représentants de l'Etat et du patronat l'ont dit carrément : ils comptent d'abord sur la peur du chômage, et sur les multiples chantages qu'elle permet, pour maintenir en dessous du niveau d'alerte une température sociale qui a toutes les raisons matérielles de monter. En même temps, une répression vigilante s'emploie à empêcher le développement de possibles foyers d'incendie : à coups de référés et de constats d'huissiers, la justice donne le visa légal aux expulsions et aux licenciements de travailleurs. Chez Dassault, à Cherbourg, à Marseille, et régulièrement dans les foyers Sonacotra, les interventions policières ont montré quel était le fond solide du grand remue-ménage de négociations qui polarise, en ce milieu de septembre, l'attention des syndicats.

Le précieux opium de la négociation vient à temps pour relayer les multiples obstacles à l'action entretenus par les états-majors syndicaux. La comédie de la division syndicale commençait en effet à faire long feu : elle est, certes, un facteur substantiel de découragement des travailleurs, et les centrales syndicales — CGT en tête — ont mis à profit les premières semaines de la rentrée pour développer au maximum leur politique boutiquière, essayant de pallier par une campagne de recrutement à tous crins la baisse des effectifs syndicaux dont même le patronat s'inquiète (la peur du vide !) et déployant leurs arguments de vente en vue des élections prudhomales de

(Suite page 6.)

### programme communiste

N° 80

#### AU SOMMAIRE

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.
- Moyen-Orient.
  - Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.
  - La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : La guerre révolutionnaire prolétarienne — Le roman de la guerre sainte — Etat prolétarien et guerre.

## Les communistes, la répression bourgeoise et les procès politiques

Il est évident pour nous que nous ne pouvons ni nous aligner sur l'Etat bourgeois contre ceux qui sont l'objet de sa répression, comme le fait si bien le PC, ni nous placer à égale distance des uns et de l'autre, comme le font les groupes d'extrême gauche. Mais il est tout aussi évident que le devoir de nous solidariser avec les victimes de la persécution bourgeoise ne

contenir à l'état potentiel les forces de domination de la classe économique privilégiée dans les situations où la révolte sociale ne tend pas à exploser, mais surtout apte à déchaîner les énergies sous forme de répression policière et de violence sanglante dès que le sous-sol social commence à être ébranlé par les premières secousses révolutionnaires (1).

« La critique révolutionnaire ne s'est jamais laissée tromper par les apparences de civilité et de paisible équilibre de l'ordre bourgeois. Depuis longtemps elle a montré que même dans la république la plus démocratique, l'Etat politique constitue le comité d'administration de la classe dominante, balayant ainsi les stupides théories selon lesquelles, depuis la destruction du vieil Etat féodal, clérical et autocratique, la démocratie élective aurait permis la naissance d'une forme d'Etat où tous les membres de la société ont autant de droits à être représentés et protégés, quelle que soit leur condition économique.

L'Etat politique, même et surtout l'Etat représentatif et parlementaire, est un instrument d'oppression. On peut le comparer à un réservoir d'énergie, apte à

nous exemptera jamais de l'obligation de nous délimiter nettement de leurs programmes et de leurs théories, délimitation qui peut également concerner un aspect particulier, comme la façon de concevoir sa propre défense vis-à-vis de l'accusation, et qui est le véritable présupposé d'une solidarité franche et loyale, et donc non factice.

Certes, écrivions-nous dans ce texte qui visait à restaurer dans son intégralité la conception marxiste du rôle de la force et de la violence dans les rapports entre les classes, et de leur usage alternativement en puissance et en acte par les classes dominantes dans l'évolution accidentée et complexe de ces rapports, « en 1947, l'exploitation économique et l'oppression politique que le régime capitaliste fait peser sur les masses qui travaillent et sur tout ce qui peut lui faire obstacle sont beaucoup plus lourdes qu'en 1914, en 1919, en 1922, en 1933 et en 1943 ». Contre les forces non plus seulement potentielles qui auraient menacé les fondements de l'édifice bourgeois, les énergies « immenses et écrasantes » accumulées à l'état potentiel par

les appareils de domination du capitalisme n'auraient pas hésité, quand la conservation du mode de production existant et de ses institutions sociales et politiques l'aurait exigé, à se déployer « sous forme cinétique » et elles l'auraient fait « sans la moindre hésitation face aux scrupules civiques, moraux et légaux, aux principes idéaux que clame du matin au soir l'hypocrisie infâme et vendue des propagandes ».

Mais point n'était besoin que le cynisme de ce manque de scrupules idéologiques et « moraux » atteigne les sommets des chasses aux sorcières régulières (aujourd'hui, de la « chasse aux autonomes » ou « aux membres des Brigades Rouges ») pour que nous « découvriions », comme les différents héritiers de 1968, la nature intrinsèquement répressive de l'Etat, de toute forme d'Etat (l'Etat prolétarien sera lui aussi un organe de répression) et il n'était pas concevable non plus que

(Suite page 4.)

(1) Extrait de notre texte de parti *Force, violence et dictature dans la lutte de classe* (1947), pp. 26-27 et plus loin p. 34.













